

Guy Debord

La planète malade



Publié par Gallimard en 2004, ce texte devait initialement paraître dans un numéro qui ne verra pas le jour de la revue de l'Internationale situationniste : *Internationale situationniste* (douze numéros entre 1958 et 1969, que l'on peut consulter sur le site Archives autonomies, à l'adresse suivante : <https://archivesautonomies.org/>).

La « pollution » est aujourd'hui à la mode, exactement de la même manière que la révolution : elle s'empare de toute la vie de la société, et elle est représentée illusoirement dans le spectacle. Elle est bavardage assommant dans une pléthore d'écrits et de discours erronés et mystificateurs, et elle prend tout le monde à la gorge dans les faits. Elle s'expose partout en tant qu'idéologie, et elle gagne du terrain en tant que processus réel. Ces deux mouvements antagonistes, le stade suprême de la production marchande et le projet de sa négation totale, également riches de contradictions en eux-mêmes, grandissent ensemble. Ils sont les deux côtés par lesquels se manifeste un même moment historique longtemps attendu, et souvent prévu sous des figures partielles inadéquates : l'impossibilité de la continuation du fonctionnement du capitalisme.

L'époque qui a tous les moyens techniques d'altérer absolument les conditions de vie sur toute la Terre est également l'époque qui, par le même développement technique et scientifique séparé, dispose de tous les moyens de contrôle et de prévision mathématiquement indubitable pour mesurer exactement par avance où mène — et vers quelle date — la croissance automatique des forces productives aliénées de la société de classes : c'est-à-dire

pour mesurer la dégradation rapide des conditions mêmes de la survie, au sens le plus général et le plus trivial du terme.

Tandis que des imbéciles passéistes dissertent encore sur, et contre, une critique *esthétique* de tout cela, et croient se montrer lucides et modernes en affectant d'épouser leur siècle, en proclamant que l'autoroute ou Sarcelles ont leur beauté que l'on devrait préférer à l'inconfort des « pittoresques » quartiers anciens, ou en faisant gravement remarquer que l'ensemble de la population mange mieux, en dépit des nostalgiques de la bonne cuisine, déjà le problème de la dégradation de la totalité de l'environnement naturel et humain a complètement cessé de se poser sur le plan de la prétendue qualité ancienne, esthétique ou autre, pour devenir radicalement le problème même de *la possibilité matérielle d'existence* du monde qui poursuit un tel mouvement. L'impossibilité est en fait déjà parfaitement démontrée par toute la connaissance scientifique séparée, qui ne discute plus que de l'échéance ; et des palliatifs qui pourraient, si on les appliquait fermement, la reculer légèrement. Une telle science ne peut qu'accompagner vers la destruction le monde qui l'a produite et qui *la tient* ; mais elle est forcée de le faire avec les yeux ouverts. Elle montre ainsi, à un degré caricatural, l'inutilité de la connaissance sans emploi.

On mesure et on extrapole avec une précision excellente l'augmentation rapide de la pollution chimique de l'atmosphère respirable ; de l'eau des rivières, des lacs et déjà des océans, et l'augmentation irréversible de la radioactivité accumulée par le développement *pacifique* de l'énergie nucléaire ; des effets du bruit ; de l'envahissement de l'espace par des produits en matières plastiques qui peuvent prétendre à une éternité de dépôt universel ; de la natalité folle ; de la falsification insensée des aliments ; de la lèpre urbanistique qui s'étale toujours plus à la place de ce que furent la ville et la campagne ; ainsi que des maladies mentales — y compris les craintes névrotiques et les hallucinations qui ne sauraient manquer de se multiplier bientôt

sur le thème de la pollution elle-même, dont on affiche partout l'image alarmante — et du suicide, dont les taux d'expansion recourent déjà exactement celui de l'édification d'un tel environnement (pour ne rien dire des effets de la guerre atomique ou bactériologique, dont les moyens sont en place comme l'épée de Damoclès, mais restent évidemment évitables).

Bref, si l'ampleur et la réalité même des « terreurs de l'An Mil » sont encore un sujet controversé parmi les historiens, la terreur de l'An Deux Mille est aussi patente que bien fondée ; elle est dès à présent certitude *scientifique*. Cependant, ce qui se passe n'est rien de foncièrement nouveau : c'est seulement la *fin forcée* du processus ancien. Une société toujours plus malade, mais toujours plus puissante, a recréé partout concrètement le monde comme environnement et décor de sa maladie, en tant que *planète malade*. Une société qui n'est pas encore devenue homogène et qui n'est pas déterminée par elle-même, mais *toujours plus* par une partie d'elle-même qui se place au-dessus d'elle, qui lui est extérieure, a développé un mouvement de domination de la nature qui ne s'est pas dominé lui-même. Le capitalisme a enfin apporté la preuve, par son propre mouvement, *qu'il ne peut plus développer les forces productives* ; et ceci non pas *quantitativement*, comme beaucoup avaient cru le comprendre, mais *qualitativement*.

Cependant, pour la pensée bourgeoise, méthodologiquement, seul le quantitatif est le sérieux, le mesurable, l'effectif ; et le qualitatif n'est que l'incertaine décoration subjective ou artistique du vrai réel estimé à son vrai poids. Pour la pensée dialectique au contraire, donc pour l'histoire et pour le prolétariat, le qualitatif est la dimension la plus décisive du développement réel. Voilà bien ce que, le capitalisme et nous, nous aurons fini par démontrer.

Les maîtres de la société sont obligés maintenant de parler de la pollution, et pour la combattre (car ils vivent, après tout, sur la même planète que nous ; voilà le seul sens auquel on peut

admettre que le développement du capitalisme a réalisé effectivement une certaine fusion des classes) et pour la dissimuler : car la simple vérité des « nuisances » et des risques présents suffit pour constituer un immense facteur de révolte, une exigence *matérialiste* des exploités, tout aussi vitale que l'a été la lutte des prolétaires du XIX^e siècle pour la possibilité de manger. Après l'échec fondamental des tous les réformismes du passé — qui tous aspiraient à la solution définitive du problème des classes —, un nouveau réformisme se dessine, qui obéit aux mêmes nécessités que les précédents : huiler la machine et ouvrir de nouvelles occasions de profit aux entreprises de pointe. Le secteur le plus moderne de l'industrie se lance sur les différents palliatifs de la pollution, comme sur un nouveau débouché, d'autant plus rentable qu'une bonne part du capital monopolisé par l'État y est à employer et manœuvrer. Mais si ce nouveau réformisme a d'avance la garantie de son échec, exactement pour les mêmes raisons que les réformismes passés, il entretient vis-à-vis d'eux cette radicale différence *qu'il n'a plus le temps devant lui*.

Le développement de la production s'est entièrement vérifié jusqu'ici en tant qu'accomplissement *de l'économie politique* : développement de la misère, qui a envahi et abîmé le milieu même de la vie. La société où les producteurs se tuent au travail, et n'ont qu'à en contempler le résultat, leur donne franchement à voir, et à respirer, le résultat général du travail aliéné en tant que résultat *de mort*. Dans la société de l'économie sur-développée, tout est entré dans la sphère des *biens économiques*, même l'eau des sources et l'air des villes, c'est-à-dire que tout est devenu le *mal économique*, « reniement achevé de l'homme » qui atteint maintenant sa parfaite *conclusion matérielle*. Le conflit des forces productives modernes et des rapports de production, bourgeois ou bureaucratiques, de la société capitaliste est entré dans sa phase ultime. La production de la non-vie a poursuivi de plus en plus vite son processus linéaire et cumulatif ; venant de

franchir un dernier seuil dans *son* progrès, elle produit maintenant directement la mort.

La fonction dernière, avouée, essentielle, de l'économie développée aujourd'hui, dans le monde entier où règne le travail-marchandise, qui assure tout le pouvoir à ses patrons, c'est *la production des emplois*. On est donc bien loin des idées « progressistes » du siècle précédent sur la diminution possible du travail humain par la multiplication scientifique et technique de la productivité, qui était censée assurer toujours plus aisément la satisfaction des besoins *antérieurement reconnus par tous comme réels*, et sans *altération fondamentale* de la qualité même des biens qui se trouveraient disponibles. C'est à présent pour « produire des emplois », jusque dans les campagnes vidées de paysans, c'est-à-dire pour utiliser du travail humain *en tant que travail aliéné*, en tant que salariat, que l'on fait *tout le reste* ; et donc que l'on menace stupidement les bases, actuellement plus fragiles encore que la pensée d'un Kennedy ou d'un Brejnev, de la vie de l'espèce.

Le vieil océan est en lui-même indifférent à la pollution ; mais l'histoire ne l'est pas. Elle ne peut être sauvée que par l'abolition du travail-marchandise. Et jamais la conscience historique n'a eu autant besoin de dominer de toute urgence son monde, car l'ennemi qui est à sa porte n'est plus l'illusion, mais sa mort.

Quand les pauvres maîtres de la société dont nous voyons le déplorable aboutissement, bien pire que toutes les condamnations que purent fulminer autrefois les plus radicaux des utopistes, doivent présentement avouer que notre environnement est devenu social ; que la gestion de *tout* est devenue une affaire directement *politique*, jusqu'à l'herbe des champs et la possibilité de boire, jusqu'à la possibilité de dormir sans trop de somnifères ou de se laver sans souffrir d'allergies, dans un tel moment on voit bien aussi que la vieille politique spécialisée doit avouer qu'elle est complètement finie.

Elle est finie dans la forme suprême de son volontarisme : le pouvoir bureaucratique totalitaire des régimes dits socialistes, parce que les bureaucrates au pouvoir ne se sont même pas montrés capables de gérer le stade antérieur de l'économie capitaliste. S'ils polluent beaucoup moins — les États-Unis à eux seuls produisent 50 % de la pollution mondiale —, c'est parce qu'ils sont beaucoup plus pauvres. Ils ne peuvent, comme par exemple la Chine, en y bloquant une part disproportionnée de son budget de misère, que se payer la part de pollution de prestige des puissances pauvres ; quelques redécouvertes et perfectionnements dans les techniques de la guerre thermonucléaire, ou plus exactement de son spectacle menaçant. Tant de pauvreté, matérielle et mentale, soutenue par tant de terrorisme, condamne les bureaucraties au pouvoir. Et ce qui condamne le pouvoir bourgeois le plus modernisé, c'est le résultat insupportable de tant de richesse *effectivement empoisonnée*. La gestion dite démocratique du capitalisme, dans quelque pays que ce soit, n'offre que ses élections-démissions qui, on l'a toujours vu, ne changeaient jamais rien dans l'ensemble, et même fort peu dans le détail, à une société de classes qui s'imaginait qu'elle pourrait durer indéfiniment. Elles n'y changent rien de plus au moment où cette gestion elle-même s'affole et feint de souhaiter, pour trancher certains problèmes secondaires mais urgents, quelques vagues directives de l'électorat aliéné et crétinisé (USA, Italie, Angleterre, France). Tous les observateurs spécialisés avaient toujours relevé — sans trop s'embarrasser à l'expliquer — ce fait que l'électeur ne change presque jamais d'« opinion » : c'est justement parce qu'il est l'électeur, celui qui assume, pour un bref instant, le rôle abstrait qui est précisément destiné à l'empêcher d'être par lui-même, et de changer (le mécanisme a été démonté cent fois, tant par l'analyse politique démystifiée que par les explications de la psychanalyse révolutionnaire). L'électeur ne change pas davantage quand le monde change toujours plus précipitamment autour de

lui et, *en tant qu'électeur*, il ne changerait même pas à la veille de la fin du monde. Tout système représentatif est essentiellement *conservateur*, alors que les conditions d'existence de la société capitaliste n'ont jamais pu être conservées : elles se modifient sans interruption, et toujours plus vite, mais la décision — qui est toujours finalement décision de laisser faire le processus même de la production marchande — est entièrement laissée à des spécialistes publicistes ; qu'ils soient seuls dans la course ou bien en concurrence avec ceux qui vont faire la même chose, et d'ailleurs l'annoncent hautement. Cependant, l'homme qui vient de voter « librement » pour les gaullistes ou le PCF, tout autant que l'homme qui vient de voter, contraint et forcé, pour un Gomulka*, est capable de montrer ce qu'il est vraiment, la semaine d'après, en participant à une grève sauvage ou à une insurrection.

La soi-disant « lutte contre la pollution », par son côté étatique et réglementaire, va d'abord créer de nouvelles spécialisations, des services ministériels, des *jobs*, de l'avancement bureaucratique. Et son efficacité sera tout à fait à la mesure de tels moyens. Elle ne peut devenir une volonté réelle qu'en transformant le système productif actuel dans ses racines mêmes. Et elle ne peut être appliquée fermement qu'à l'instant où toutes ses décisions, prises démocratiquement en pleine connaissance de cause, par les producteurs, seront à tout instant contrôlées et exécutées *par les producteurs eux-mêmes* (par exemple les navires déverseront inmanquablement leur pétrole en mer tant qu'ils ne seront pas sous l'autorité de réels *soviets de marins*). Pour décider et exécuter tout cela, il faut que les producteurs deviennent adultes : il faut qu'ils s'emparent tous du pouvoir.

L'optimisme scientifique du XIX^e siècle s'est écroulé sur trois points essentiels. Premièrement, la prétention de *garantir* la révolution comme résolution heureuse des conflits existants (c'était l'illusion hégélo-gauchiste et marxiste ; la moins ressentie dans l'intelligentsia bourgeoise, mais la plus riche, et finalement la

moins illusoire). Deuxièmement, la vision cohérente de l'univers, et même simplement de la matière. Troisièmement, le sentiment euphorique et linéaire du développement des forces productives. Si nous dominons le premier point, nous aurons résolu le troisième ; et nous saurons bien plus tard faire du second notre affaire et notre jeu. Il ne faut pas soigner les symptômes mais la maladie même. Aujourd'hui la peur est partout, on n'en sortira qu'en se confiant à nos propres forces, à notre capacité de détruire toute aliénation existante, et toute image du pouvoir qui nous a échappé. En remettant *tout, excepté nous-mêmes*, au seul pouvoir des Conseils des Travailleurs possédant et reconstruisant à tout instant la totalité du monde, c'est-à-dire à la rationalité vraie, à une légitimité nouvelle.

En matière d'environnement « naturel » et construit, de natalité, de biologie, de production, de « folie », il n'y aura pas à choisir entre la fête et le malheur mais, consciemment et à chaque carrefour, entre mille possibilités heureuses ou désastreuses, relativement corrigibles et, d'autre part, le néant. Les choix *terribles* du futur proche laissent cette seule alternative : démocratie totale ou bureaucratie totale. Ceux qui doutent de la démocratie totale doivent faire des efforts pour se la prouver à eux-mêmes, en *lui donnant l'occasion de se prouver en marchant* ; ou bien il ne leur reste qu'à acheter leur tombe à tempérament, car « l'autorité, on l'a vue à l'œuvre, et ses œuvres la condamnent » (Joseph Déjacque).

« La révolution ou la mort », ce slogan n'est plus l'expression lyrique de la conscience révoltée, c'est *le dernier mot de la pensée scientifique de notre siècle*. Ceci s'applique aux périls de l'espèce comme à l'impossibilité d'adhésion pour les individus. Dans cette société où le suicide progresse comme on sait, les spécialistes ont dû reconnaître, avec un certain dépit, qu'il était retombé à presque rien en mai 1968. Ce printemps obtint aussi, sans précisément y monter à l'assaut, un beau ciel, parce

que quelques voitures avaient brûlé et que toutes les autres manquaient d'essence pour polluer. Quand il pleut, quand il y a de faux nuages sur Paris, n'oubliez jamais que c'est la faute du gouvernement. La production industrielle aliénée fait la pluie. La révolution fait le beau temps.

Guy Debord
1971

* Dirigeant communiste polonais, Gomulka (1905-1982) a été exclu du Parti ouvrier unifié polonais (parti communiste de Pologne) et arrêté, sous la pression de Moscou, en 1951, pour sa tendance à l'indépendance nationale vis-à-vis de l'Union soviétique. Après la mort de Staline, il est libéré et accueilli comme « héros national », puis il accède au pouvoir en 1956 avec une réputation de réformateur dans un contexte d'opposition sociale forte, marqué notamment par le soulèvement ouvrier de Poznan (juin 1956). L'« Octobre polonais » (1956), qui voit Gomulka œuvrer à une certaine libéralisation (« déstalinisation ») du régime (prisonniers politiques libérés, fonctionnaires de la Sécurité arrêtés, limitation de la censure, avortement légalisé), est de courte durée, et la désillusion vient très vite : les « réformes d'octobre » n'étaient qu'un recul tactique, et dès la fin de 1956 Gomulka critique les programmes des réformateurs, durcit la censure, etc. ; en outre, il ne résout pas la crise économique à laquelle fait alors face la République populaire de Pologne. Gomulka se distinguera aussi par sa propagande antisémite en 1968 lors de la répression du soulèvement étudiant de mars (entre autres contre la censure). En 1970, il est finalement remplacé à la tête du pouvoir après la répression des émeutes de la Baltique, provoquées par l'augmentation soudaine du prix des denrées alimentaires et d'autres produits de première nécessité.

Toujours est-il que, en 1956, Gomulka apparaît : au « peuple », comme la seule option politique face au stalinisme de l'État polonais, ayant bien su se jouer de beaux discours sur la démocratie et une « nouvelle voie du socialisme » ; et, aux dirigeants, comme le seul à même d'apaiser les tensions sociales — « uni avec la classe ouvrière et la nation », il appelle à la fin des manifestations et au retour au travail. *[Note de « 4 »]*



La soi-disant “lutte contre la pollution”, par son côté étatique et réglementaire, va d’abord créer de nouvelles spécialisations, des services ministériels, des *jobs*, de l’avancement bureaucratique. Et son efficacité sera tout à fait à la mesure de tels moyens. Elle ne peut devenir une volonté réelle qu’en transformant le système productif actuel dans ses racines mêmes.

Guy Debord, 1971